

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOS CHRÉTIENS D'ORIENT RÉPOND À MÉDIAPART.

Paris, le 8 septembre 2020

Le 1er septembre dernier, la direction de SOS Chrétiens d'Orient, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs et partenaires, ont reçu des courriels signés de pigistes annonçant une enquête à paraître sur Médiapart au sujet des activités de l'association en Syrie.

Les séries de questions qui sont posées, ainsi que le profil de ces pigistes, ne laissent entrevoir aucun doute sur la subjectivité de l'article qui sera publié : il s'agit de salir et de nuire à une association dont le travail ne correspond pas aux exigences idéologiques des rédacteurs. Deux des pigistes, Elie Guckert et Ariane Lavrilleux, se sont même fait passer pour des membres de SOS Chrétiens d'Orient, au mépris de toute déontologie journalistique, pour soutirer des informations à certains de nos partenaires.

Nous avons décidé de répondre à ces pigistes par ce communiqué, afin d'afficher publiquement leurs méthodes.

Nous allons donner ici les éléments de réponse essentiellement sur les insinuations liées à des malversations ou à une prétendue opacité financières, car nous n'acceptons pas que nos détracteurs puissent tranquillement laisser entendre que nous manquerions de sérieux ou de rigueur sur ce sujet. Nous ne répondrons pas à plusieurs questions, qui sont de l'ordre du procès politique, trop délirantes ou relevant du fantasme politique, concernant des questions qui ne les concernent pas ou qui constituent une intrusion indue dans la vie de l'association ou encore relevant d'un criant manque d'information. Nous invitons à ce sujet Médiapart à réaliser une véritable enquête sérieuse pour éviter les diffamations qu'à défaut, elle ne manquerait pas de commettre.

Nous refusons catégoriquement d'avoir à nous justifier face à une quelconque police politique, qui plus est manifestement incompétente. Nous déplorons en revanche, que ces journalistes consacrent leur énergie à nuire à une association caritative, dont le travail est reconnu et salué sur le terrain, au lieu, par exemple, d'enquêter sur les mouvements terroristes qui menacent des innocents.

1. Les pigistes de Médiapart : Les statuts de votre association ont été déposés en octobre 2013 à la préfecture de Paris, sous le nom "SOS chrétiens d'Orient", pourtant lors de votre première mission en décembre 2013 à Damas les membres dont les fondateurs apparaissent avec des tshirt "Noel en Syrie". Pourquoi avoir changé de nom ?

Votre choix de vous focaliser sur les chrétiens uniquement est-il né avant ou après ce voyage de 2013 ?

Notre réponse : Nous n'avons jamais changé de nom ni d'objet. Les pigistes qui nous interrogent ne savent manifestement pas distinguer le nom de notre association du nom d'une opération ponctuelle dans le temps et dans l'espace.

2. Selon nos informations, sur les 150 000 euros récoltés en 2013 pour cette opération Noël en Syrie, seuls quelques milliers d'euros ont été distribués sur place aux hôpitaux et orphelinats visités contrairement aux promesses faites à ces organisations. Où est passé la majorité des sommes récoltées ?

Notre réponse : Les pigistes de Médiapart tiennent ainsi pour acquis que l'argent a disparu. Cela en dit long sur leur recherche de la vérité. Le montant des fonds récoltés spécifiquement pour l'opération « Noël en Syrie » s'élevant à 37 000 euros, et non 150 000 euros. Cette somme a permis de financer l'opération, et le restant a été utilisé pour la suite des actions en Syrie au profit de l'aide à l'enfance.

3. -SOS Chrétiens d'Orient intervient à Mhardeh et Sqelbiye et a collecté au moins 50 000 €, comment a été dépensé cet argent ? Alexandre Goodarzy assure dans une interview au média Sputnik que seulement 10 000 euros ont été utilisés sur place. Des habitants témoignent qu'ils n'ont pas vu la couleur des dons promis à l'hôpital de Mhardeh. Comment les fonds ont-ils réellement été utilisés ?

Notre réponse : Alexandre Goodarzy a parlé de 10 000 euros car c'est la somme qui avait été dépensée à l'instant T, comme il le précise bien dans cette interview datant du 27 août 2019 : « Nous avons dépensé environ 10 000 euros pour l'instant ». A ce jour, nous avons dépensé environ 80 000 euros pour les villes de Mhardeh et Sqelbiyeh. La direction, les soignants et les patient de hôpital de Mhardeh « ont vu la couleur » de ces dons, mais également l'église de Sqelbiyeh (interrogez le

métropolitaine à ce sujet), ainsi que les habitants dont nous avons reconstruit la maison, les familles auxquelles nous avons apporté une aide alimentaire pendant le siège de leur ville par les djihadistes.

4. *-Selon nos informations, les transferts d'argent liquide passaient directement de Goodarzy aux chefs de milices et représentants d'églises locaux. Confirmez vous?*

Notre réponse : C'est totalement faux.

5. *Les deux chefs de milices, Nabel al Abdullah et Simon al-Wakil, que vous présentez comme des "résistants", sont accusés de crime de guerre par des ONG de défense des droits de l'homme (plusieurs massacres dans la région de Hama). Dans leurs camps d'entraînement militaire, ils forment également des enfants de moins de 18 ans. Lorsque vous organisez des actions caritatives avec eux et les faites apparaître dans vos vidéos de communication, êtes-vous au courant de leurs agissements ?*

Notre réponse : Qui accuse de crimes de guerre ceux qui ont pris les armes pour se défendre contre les djihadistes ? Les habitants de Mhardeh et Squalbyeh n'ont pas choisi de prendre les armes, ils y ont été contraints par Al Qaïda. Dans ce contexte, nous avons décidé d'aider la population du village en danger en lui apportant du matériel de soins, de l'alimentation et de quoi subvenir à leur survie. Quant au sujet de la formation des enfants, nous n'avons pas connaissance de ces informations. Les seules photographies portées à notre connaissance concernent des activités de scoutisme. Dans l'hypothèse où cela serait vrai, nous vous rappelons l'héroïsme des enfants adolescents engagés dans la résistance contre le nazisme, les Cristeros et les petits paysans vendéens.

6. *Que répondez-vous aux accusations de complicité de crime de guerre à votre encontre ?*

Notre réponse : nous n'avons jamais eu connaissance de telles accusations qui sont délirantes. Nous sommes une ONG humanitaire qui aide les victimes de la guerre et du terrorisme de l'Etat islamique et de Al Qaïda.

7. *Pourquoi avez-vous remis des trophées en 2019 à des chefs militaires de milices accusées de crime de guerre ?*

Notre réponse : nous n'avons pas connaissance de ces accusations. Nous n'avons jamais prétendu rester neutre face à Al Qaïda. Récompenser des chrétiens qui se défendent face à la barbarie islamiste pour leur survie et la défense de leurs femmes, leurs enfants et leur village, fait parfaitement partie de notre philosophie.

8. *Vous présentez l'aide comme destinée à Mhardeh mais de votre propre aveu elle est en fait en partie destinée aux miliciens et à leurs familles. Pourquoi ?*

Voir réponses précédentes. Ce que ces pigistes de Médiapart appellent des miliciens se contente de se défendre eux et leurs familles contre l'Etat islamique et Al Qaïda.

8. *-Le Ministère des Armées a décidé de vous retirer le label "partenaire de défense nationale" qu'il vous avait attribué. Comment l'expliquez-vous ?*

Notre réponse : nous ne sommes pas informés de cela.

9. *Selon nos informations, le régime syrien a interdit aux Soeurs du monastère Saint-Thècle de s'exprimer dans les médias après leur libération et leur conférence de presse où elles indiquaient avoir été bien traitées par leurs ravisseurs (Al-Nosra). Vous ne faites jamais mention de ces Soeurs dans vos supports de communication (à l'exception de quelques secondes dans la vidéo publiée en 2020 qui laisse entendre qu'elles ont été kidnappées en septembre alors qu'elles ont été kidnappées en décembre 2013) Avez-vous reçu des consignes des autorités syriennes de ne pas communiquer avec elles et à propos d'elles?*

Notre réponse : Nous rencontrons régulièrement ces soeurs, revenues à Maaloula après la reconstruction de leur couvent, et nous échangeons régulièrement avec elles.

10. *Avec l'association SOS Maaloula soutenue par Robert Ménard, vous avez financé la plantation de vignes à Maaloula. Selon SOS Maaloula, l'opération a en partie échoué, la moitié des 57 000 pieds étant morts. Dans votre dernière vidéo sur Maaloula, vous indiquez avoir planté des vignes sur 5000m², soit environ 1000 pieds selon la méthode maaloulite. À l'heure actuelle, confirmez-vous que seulement 2% des pieds prévus ont été plantés ? Comment expliquez-vous un tel échec pour un projet qui a coûté au moins 40 000 euros ? Allez-vous allouer un nouveau budget, si oui de quel montant ?*

Notre réponse : Le vignoble avance à son rythme et ne peut pas être qualifié d'échec : 57 000 pieds plantés en trois ans, cela représente un travail colossal, qui plus est avec des équipes réduites. Pour ce projet, nous nous sommes entourés de professionnels et experts de la viticulture afin de mettre toutes les chances de notre côté, afin de fournir des ressources durables aux habitants. Cependant, tout agriculteur ou viticulteur le sait : nul n'est à l'abri des aléas climatiques (vent, pluie, sécheresse...) et environnementaux (qualité du sol et de l'écosystème, parasites, etc). Sur plusieurs parcelles, nous avons du faire face à plusieurs de ces aléas.

Nous avons cependant anticipé ce type de problèmes, concernant un projet de si long cours, c'est la raison pour laquelle nous avons également mis en place des cultures et utilisations alternatives :

- production de debess, une mélasse très réputée sur place et dont nous avons relancé, à Maaloula, la dernière fabrique artisanale de Syrie, ce produit fait partie intégrante du patrimoine culturel du village.
- production de sumac, un arbuste qui produit des baies très utilisées dans la gastronomie orientale (cette production est quant à elle très florissante, et on se demande pour quelle raison les pigistes de Mediapart ne l'ont pas relevé).

Ces deux projets alternatifs avaient précisément pour objectif de pallier les inévitables problèmes prévus avec la viticulture.

En ce qui concerne les parcelles endommagées, nous avons également prévu des solutions pour l'an prochain : utilisation de pare-vent pour protéger les plants de vigne, enrichissement naturel du sol, tests sur de nouveaux cépages mieux adaptés au climat et au sol.

11. Votre ONG a co-organisé au moins 9 voyages touristiques passant par le village de Maaloula avec l'agence Odeia. Sachant que chaque voyage coûte 1 500 euros, quel est le pourcentage reversé à votre association ? Benjamin Blanchard est-il payé par Odeia ou l'association lorsqu'il intervient lors de ces voyages commerciaux ?

Notre réponse : Benjamin Blanchard intervient dans ces voyages au titre de directeur général de SOS Chrétiens d'Orient. Il n'est pas rémunéré par l'agence Odeia.

12. SOS Chrétiens d'Orient a un partenariat avec l'organisation Syria Trust Development, dirigée par Asma al-Assad, qui se matérialise par des activités communes et subventions à Damas, Alep et Sqelbiye. Selon la loi César qui place Mme Al-Assad sur la liste des sanctions et prévoit de poursuivre toutes les organisations et personnes soutenant les organismes du régime syrien, l'association SOS chrétiens d'orient peut-être poursuivie par l'administration américaine. Allez vous poursuivre votre coopération avec STD ? Comment vous préparez-vous à d'éventuelles sanctions, gel de vos comptes bancaires ?

Notre réponse : Nous n'avons pas prévu de mettre fin à notre coopération avec STD. Les agences des Nations Unies et de nombreuses ONG actives en Syrie se posent les mêmes questions au sujet des dangereuses répercussions des sanctions César qui risquent de pénaliser l'action humanitaire et la population syrienne. LA STD est d'ailleurs un partenaire important de l'UNHCR dont les aides représentent 83 % du budget de la STD.

13. Quel est le montant des subventions versé à STD-Damas et STD-Sqelbiye ?

Notre réponse : Nous n'avons pas connaissance de l'existence de STD Sqelbiyeh. En ce qui concerne les sommes versées à STD, il s'agit de : 193 752 559 Livres syriennes en 2017, 52 000 000 LS en 2018, 40 000 000 LS en 2019.

14. A Alep, vous avez donné 300 000 euros au centre de STD qui n'a jamais été construit par ses soins mais simplement récupéré contrairement à ce que vous indiquez dans des articles. A quoi ont donc véritablement servi ces 300 000 euros ? Selon des chercheurs spécialistes des organisations para-gouvernementales en Syrie, STD est connue pour détourner une partie des fonds internationaux qu'elle récolte au profit du régime qui manque cruellement de liquidités. Savez-vous quelle part de votre subvention a été détournée au profit de Mme al Assad au lieu de servir aux quelques bénéficiaires de ce centre d'Alep ? Malgré ces risques de détournements envisagez-vous de continuer cette coopération ?

Notre réponse : Le centre éducatif et social que vous évoquez était entièrement détruit, comme nous l'avons constaté par nous mêmes, et nous sommes fiers de l'avoir reconstruit. Il profite aujourd'hui à plusieurs centaines de personnes et nous y assurons des cours de français. Nous vous invitons à vérifier vos informations. En ce qui concerne la poursuite de notre coopération avec la STD, nous y avons répondu ci-dessus.

15. Votre siège à Damas est au nom d'Hala Chawi. Dans la mesure où Hala Chawi est une des conseillères de Bachar al-Assad, comment pouvez vous garantir que le régime n'interfère pas dans vos activités ? Considérez vous que ce partenariat respecte le principe de neutralité des organisations humanitaires auquel vous dites souscrire ?

Notre réponse : à notre connaissance, Madame Hala Chawi n'est pas conseillère du président Bachar Al-Assad.

16. Confirmez vous qu'Hala Chawi perçoit une commission de 20% sur le budget Syrie de SOS Chrétiens d'Orient en échange des services administratifs rendus à votre association. Pourquoi ne pas en informer vos donateurs ni le cabinet d'expert comptable qui vérifie vos comptes chaque année ?

Notre réponse : cela est faux mais encore une fois, sous couvert de faire semblant de vérifier, les pigistes de Médiapart affirment sans réserve : « pourquoi ne pas en informer ? » en tenant pour acquise une information pourtant fausse.

17. Quel était l'intérêt pour les Chrétiens d'Orient et les Aleppins du monument "believe in Aleppo" que vous avez cofinancé avec al karma ? Combien vous a coûté ce projet ?

Notre réponse : L'émigration des habitants d'Alep depuis l'occupation de la ville par l'Etat islamique est un vrai sujet d'inquiétude. Le retour des Aleppins, mais aussi le maintien des familles qui n'ont pas encore émigré, passe par la fierté à habiter leur ville, l'entretien par les citoyens de l'espoir d'un avenir meilleur, prospère, etc. La volonté de SOS CO est justement de s'associer à l'animation de ces forces vives. Nous avons participé à ce projet important pour les Aleppins à hauteur de 17 000 euros et nous en sommes fiers.

18. En 2016 vous avez donné 150 000 euros à la fondation de Jean-Clément Jeanbart qui devait entre autres construire une école professionnelle selon vos propres rapports. En 2020, cette école n'existe toujours pas. Le terrain de sport à Alep promis par Jean-Clément Jeanbart, non plus. Selon nos informations, Jean-Clément Jeanbart s'est contenté d'offrir quelques cours de musique dans les locaux de sa paroisse.

Avez vous contrôlé comment les fonds étaient utilisés et si oui où ont-ils été affectés ?

Pourquoi avez vous continué de travailler avec Monseigneur Jeanbart et lancé encore récemment des appels aux dons en sa faveur ?

Pourquoi les 30 000 euros alloués au terrain de sport censé être bâti par M.Jeanbart n'ont jamais été ré-alloués ?

Notre réponse : Nous notons comment est traité Mgr Jeanbart, appelé une seule fois par son titre. 150 000 euros ont été récoltés et attribués à ce projet. L'école professionnelle « Bâtir pour rester » existe bel et bien depuis 2016, elle enseigne aujourd'hui 8 métiers et près de 1 900 jeunes hommes et jeunes filles en sont sortis diplômés.

La somme de 30 000 euros a été gelée en attendant que le terrain de sport, qui s'était retrouvé en zone de combat, soit à nouveau sécurisé.

Nous joignons ici quelques photos de ce que les pigistes de Médiapart n'ont pas cherché à vérifier par une enquête un minimum sérieuse en allant sur place.

19. En 2018, vous avez apporté 70 000 euros à une nouvelle école d'application pour les professionnels de la construction à Damas. En 2020, il n'existe aucune trace de cette école. Vos fonds ont vraisemblablement seulement servi à rénover une vieille bâtisse pour l'association al Sakhra. Quel(les) est/sont la/les raison(s) de cet échec ?

Avez vous des preuves que les diplômes d'architecture que vous évoquez ici ont été décernés ?

Pas en 2018, mais de 2015 à 2016. Non pas 70 000 euros, mais 50 000 euros. Nous avons financé une partie de ce projet, porté par l'association Al Sakhra, qui travaille notamment avec d'autres ONG françaises. C'est un institut privé de formation professionnelle qui existe bel et bien. (photos). Encore une fois, l'enquête des pigistes de Médiapart est si peu sérieuse qu'ils ne sont pas allés sur place pour constater la réalité de cette école.

20. Vous avez récolté les fonds nécessaires à la reconstruction d'une centaine de maison à Alep dans le quartier d'al Midan. En juin 2018, vous indiquez que seulement 10 familles y sont retournées vivre. Comment expliquez vous ce faible nombre ?

Selon des habitants du quartier, les critères d'attribution des maisons reconstruites ne sont pas transparents et dépendent du prêtre. Suivez-vous le processus d'attribution des maisons ou bien déléguez vous entièrement ce processus ?

Notre réponse : les critères d'attribution sont transparents. Nous reconstruisons nous-mêmes ces maisons et c'est un projet à long terme, qui avance pas à pas. A ce jour, nous avons reconstruit 14 maisons et participé à la restauration de plusieurs autres.

21. Selon vos bilans comptables déposés au journal officiel, vous avez dépensé plus de 800 000 euros sans les justifier. Comment ces montants ont été utilisés et pourquoi aucun justificatif n'ont été fourni ?

Notre réponse : les pigistes de Médiapart parlent des bilans comptables de 2016 et 2017. Il faut préciser également qu'il ne s'agit pas de dépenses non justifiées, mais de réserves exprimées.

Le montant sur lesquelles portent ces réserves (800 000 euros) représente seulement 4.15% des dépenses de 2016 et 5.29 % de 2017.

Ce type d'écriture comptable est courant pour des ONG jeunes, dont les services de comptabilité sont en structuration. Cela s'explique aussi car les experts comptables français ne lisent pas l'arabe et prennent la précaution de ne pas reconnaître les pièces de type manuscrites, très fréquemment utilisées en Orient.

A titre de comparaison, le rapport du commissaire aux comptes de l'association française Syria Charity a exprimé une réserve pour l'équivalent de 700 000 euros pour les 3 premières années de l'exercice de cette association.

Ainsi dans les différents rapports, il est écrit ceci : "Les sommes versées pour lesquelles nous n'avons pas obtenu de pièce comptable s'élèvent à 91,43K euros au cours de l'exercice clos du 2012 », puis 396K euros en 2013 et 212k euros en 2014.

Vous trouverez tout cela ici :

["https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2012.pdf"](https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2012.pdf)

["https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2013.pdf"](https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2013.pdf)

["https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2014.pdf"](https://www.syriacharity.org/vendors/img/Syria_Charity_CAC_2014.pdf)

Pour 2018, les comptes de SOS Chrétiens d'Orient ont été approuvés sans aucune réserve.

22. 35% de votre budget est dédié à la communication et marketing quand la plupart des ong n'y consacre pas plus de 20%. comment justifiez vous de telles dépenses ?

Notre réponse : le chiffre cité date de 2015, cela n'a aucun sens. Si les pigistes de Médiapart avaient consulté les derniers comptes publiés, ceux de l'année 2018, ils auraient constaté que le budget communication représente un peu moins de 12% des dépenses.

En ce qui concerne ce chiffre de 35%, pour le budget 2015, il faut le remettre dans son contexte : pour se lancer, une association qui ne vit que de dons privés doit consacrer assez de moyens à sa communication afin de constituer un fichier de donateurs fidèles et garants de son indépendance.

23. Quel est le but de la création d'une branche de votre association en Italie, Fondazione SOS Cristiani d'Oriente ? S'agit-il d'une fondation destinée à récolter des fonds ou simplement d'une antenne italienne répondant aux mêmes missions que la maison- mère française ?

Notre réponse : il suffit de se reporter aux statuts de la Fondazione SOS Cristiani d'Oriente.

24. Combien de volontaires italiens ont-ils été recrutés pour participer aux missions de SOS Chrétiens d'Orient ? Dans quel pays opèrent-ils le plus ?

Notre réponse : c'est à la Fondazione SOS Cristiani d'Oriente qu'il aurait convenu de poser la question.